

Terre, culture et développement en Nouvelle-Calédonie, la caféiculture en milieu mélanésien

Gilbert David, Pierre Siapo *

Résumé

Depuis une soixantaine d'années, le développement de la culture du café en milieu tribal est considéré par les pouvoirs publics comme le principal moyen d'intégration des agriculteurs mélanésiens à l'économie marchande. En 1978, l'aggravation de la situation économique et politique du Territoire les a conduit à promouvoir une ambitieuse politique de rattrapage des revenus à travers l'opération "café soleil". Quinze ans après, alors qu'elle vient de s'achever, cette opération peut être considérée comme un échec dont la cause principale est à rechercher dans l'inadéquation de la logique du développement à la logique de la société mélanésienne.

Mots-clés

Caféiculture, développement, terre, coutume, innovation.

Abstract

The development of coffee farming has been touted by the authorities of New Caledonia for the last sixty years as a model of melanesian integration into a commercial economy. Operation sunshine coffee is a tentative to promote a rebirth of the coffee production in the heighties. It is a failure on account of a poor adjustment of the objectives of the project to the limitations that the social, economic and cultural context of the Melanesian society imposed upon it.

Keywords

Coffee farming, development, custom, land, innovation.

* Laboratoire "Analyse et Synthèse Régionale",
ORSTOM, BP A5, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Fonds Documentaire ORSTOM



010017085

197

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : B* 17085 Ex: 1

Introduction

Terre et culture sont étroitement liées dans la société mélanésienne où le territoire est le fondement de la culture, les concepts d'ethnie et de territoire étant étroitement associés (Bonnemaison, 1981). Ce couple "terre-culture" s'est forgé au cours des siècles dans un espace clos, l'île, qui, depuis une cinquantaine d'années s'ouvre à l'économie "monde" (1). Le développement est généralement considéré comme le principal moyen d'amarrer le système insulaire au système "monde". En Nouvelle-Calédonie, les efforts des pouvoirs publics se sont focalisés sur la caféiculture. A cinquante ans d'intervalle, animés par une même volonté d'intégration de l'économie mélanésienne au marché, ils ont fait du café l'objet principal de leur politique de développement rural. Les méthodes ont changé ; à la coercition des années trente ont fait place les subventions des années quatre-vingt. Les résultats sont-ils différents ? A travers l'opération "café soleil", nous nous attacherons à montrer les permanences que le couple "terre-culture" fait peser sur le développement et l'intérêt que les concepteurs du développement ont à prendre en compte ces rapports "terre-culture-développement" dans leurs projets. Le point de vue développé relève de la géographie culturelle, il est ici au service de la géographie économique comme élément d'explication.

1. Culture et enracinement à la terre

L'histoire ancienne mélanésienne est souvent retracée à travers les mythes que peuvent conter à longueur de journée les personnes âgées qui en sont détentrices. Les plus importants d'entre eux sont les mythes qui s'attachent à définir le droit de propriété sur la terre du premier arrivant, qui est aussi le premier défricheur. Les résidents d'un territoire donné ne sont pas tous issus d'un même groupe de migrants. Tout nouvel arrivant est accueilli par le premier défricheur du lieu hôte. A chaque arrivée correspond un prolongement du mythe d'origine pour situer la personne dans le groupe. Le mythe est alors perçu comme le lien culturel qui unit les différents résidents d'un territoire. Ce dernier est défini à partir d'un tertre mythique, d'une roche, d'une source ou bien d'une montagne considérés comme sacrés. Le mythe détermine une organisation gravitationnaire de l'espace composant le territoire villageois. A l'intérieur de ce dernier, tout membre du groupe se sent en sécurité. A l'extérieur, il doit suivre des sentiers prédéfinis par les

aïeux pour se déplacer, les chemins de l'alliance qui conduisent aux groupes alliés (Bensa et Rivierre, 1982). Au-delà de ce territoire et de ces sentiers, c'est le néant total, un espace peuplé de magies et de maléficaes où il est toujours dangereux et souvent interdit de s'aventurer.

Le territoire est donc l'espace de l'identité mélanésienne ; fruit des mythes, il est également le fruit de la terre nourricière à travers le culte de l'igname, appelé aujourd'hui "cérémonie de l'igname de prémices". Ce culte rappelle aux Mélanésiens le rôle alimentaire de l'igname. Pour participer à cette cérémonie, il faut avoir sa parcelle d'igname. Autrement dit, tout Mélanésien doit travailler la terre, dont l'igname est le fruit du labour comme le marqueur de l'identité. Tout nouvel arrivant se voit attribuer par le premier défricheur de la terre ou son descendant un rang social et un espace à cultiver où il plantera son jardin d'ignames ; il peut alors bâtir sa case, qui prendra place à côté des derniers arrivants le long de la longue allée de pins colonnaires et de cocotiers, qui mène à la grande case de l'aîné du groupe (Saussol, 1991). Comme par le passé, la terre est toujours l'élément de référence qui définit la place de tout homme dans son groupe ; l'identité de l'individu est alors confondue à celle de la terre.

2. L'opération café : une opération d'intégration de la société mélanésienne à l'économie marchande

2.1. 50 ans de café sous ombrage en Grande Terre

Ce sont les pères maristes qui ont introduit le café en Nouvelle-Calédonie à la fin des années 1860. Il s'agissait de la variété *arabica*, dont la diffusion en milieu mélanésien n'a guère dépassé le voisinage des missions, l'essentiel de la production étant assuré par les colons européens. En 1910 et 1911, la rouille du café (*Hemileia vastatrix*) ravage les plantations de caféiers *arabica*, clôturant ainsi la première phase de la caféiculture en Nouvelle-Calédonie. Désormais, c'est le *robusta*, moins vulnérable que l'*arabica* aux maladies cryptogamiques, qui assurera l'essor de la caféiculture calédonienne. Si l'*arabica* prospère sur les versants et dans les hautes vallées d'altitude de la Chaîne Centrale et peut même être cultivé sur les récifs coralliens soulevés des îles Loyautés, en revanche le *robusta* est plus exigeant du point de vue des conditions édaphiques et climatiques. Les basses vallées humides, riches en terres alluviales, sont son terroir de

prédilection. Il se rencontre essentiellement sur la côte est et le long de quelques rivières de la côte ouest comme la Koné et la Pouembout.

Cette nouvelle caféiculture se pratique sous ombrage (essentiellement *acacia* et bois noir d'Haïti dans les zones inondables) et nécessite un élagage des arbres afin que suffisamment de lumière pénètre le sous-bois où sont implantées les caféières. Cette lumière est néanmoins insuffisante pour que se développent les plantes adventices, évitant ainsi les opérations de désherbage. Les techniques culturales du café sous ombrage présentent donc l'intérêt d'être à la fois simples et peu exigeantes en main-d'œuvre, ce qui explique leur succès en milieu mélanésien, pour lequel elles sont longtemps restées l'unique source de revenus monétaires.

Bien que la culture du *robusta* se soit peu à peu diffusée en milieu mélanésien de 1911 à 1931, il faudra attendre 1932 et une circulaire administrative imposant la caféiculture en tribu pour que celle-ci s'y généralise. Chaque chef de famille est ainsi tenu à planter autant de fois 500 pieds qu'il y a de personnes dans la famille (Saussol, 1979). Ces mesures, qui traduisent déjà la volonté des pouvoirs publics d'intégrer les communautés mélanésiennes à l'économie marchande, se soldent par une progression de 900 à 2000 hectares des surfaces plantées en réserve de fin 1931 à 1934 (Saussol, 1981). Malgré cet essor de la caféiculture mélanésienne, le café reste une culture de rente essentiellement aux mains des Européens, qui mettent en œuvre des pratiques culturales plus performantes mais aussi plus exigeantes en main-d'œuvre que celles des Mélanésiens. Toutefois, cette situation va rapidement évoluer. La pénurie de main-d'œuvre grandissante que rencontrent les plantations européennes, du fait de la suppression du code de l'indigénat, conjuguée en 1948 à une attaque très virulente de scolyte (*Phanoderes hampei*), qui ravage les récoltes, va conduire à une réduction importante de la caféiculture européenne (Saussol, 1967). De 1955 à 1975, les surfaces plantées par les Européens régressent de 3200 à 900 ha tandis que le déclin de la caféiculture mélanésienne est beaucoup moins prononcé : de 3100 à 2100 ha (Doumenge, 1982). Au début des années soixante-dix, le café est ainsi devenu une culture essentiellement mélanésienne. Toutefois, compte tenu de l'âge des caféiers qui excède partout les 25 ans, limite qui marque la fin de la période de pleine production, cette culture est de moins en moins rentable. Les plantations sont généralement de taille réduite. Elles n'excèdent guère un hectare pour les plantations individuelles et trois hectares pour les plantations collectives. L'impression que laisse cette caféiculture mélanésienne est son morcellement. Chaque plantation est

souvent composée de plusieurs parcelles d'une superficie moyenne de 0,5 à 1 hectare. Bien qu'elle soit trop exiguë pour être rentable du point de vue de la stricte logique économique, ces parcelles sont largement supérieures à la taille moyenne des jardins d'ignames, qui constituent le fondement de l'agriculture vivrière de Nouvelle-Calédonie et qui représentent la norme en matière de superficie. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les Mélanésiens perçoivent la caféiculture comme une culture agricole qui requiert de vastes surfaces.

En fait, cette ascension progressive des Mélanésiens dans la production caféicole traduit beaucoup plus le désengagement des Européens vis-à-vis de cette culture qu'une volonté affirmée de la communauté mélanésienne à s'investir dans la production marchande de café. Si tel avait été le cas, nul doute que cette volonté se soit traduite par un regroupement des parcelles et par des opérations de renouvellement de plants. Au contraire, le café a peu à peu perdu son rôle économique. Sa contribution aux revenus des ménages est devenue de plus en plus marginale, au profit des chantiers miniers et des emplois urbains temporaires qui, au début des années soixante-dix, ont pris une place vitale dans l'économie des tribus. Ainsi, dans son étude sur la région caféicole de Canala, sur la côte est, J.-P. Doumenge indique-t-il en 1974 que les salaires extra-tribaux, ajoutés aux prestations familiales, peuvent représenter jusqu'à 95% du revenu tribal.

2.2 L'opération "café soleil" : un nouveau départ ?

La finalité de l'opération "café soleil" est de favoriser un développement économique des zones rurales néo-calédoniennes à travers l'intégration de la société mélanésienne dans la logique marchande (Pillon, 1987). Le projet repose sur l'introduction en milieu mélanésien d'une nouvelle variété de café, particulièrement productive, qui a la particularité de se développer en pleine lumière, d'où le nom familier de "café soleil" que lui donnent les cultivateurs mélanésiens. L'opération "café soleil" a été conçue par l'Administration pour répondre à une volonté politique du Gouvernement français. Les concepteurs n'appartiennent pas à la communauté mélanésienne et connaissent mal les traditions agricoles et culturelles qui l'animent. Cette méconnaissance des réalités mélanésiennes sera lourde de conséquences pour le futur du projet.

Lorsqu'est conçue l'opération "café soleil" en 1978, la crise internationale touche de plein fouet la Nouvelle-Calédonie. La période euphorique de

l'exploitation du nickel de 1969 à 1971 est désormais révolue. Les Mélanésiens qui travaillent dans les centres miniers perdent leur emploi et, soit regagnent leur réserve d'origine, soit migrent à Nouméa dans l'espoir de trouver un emploi. Cette crise économique s'accompagne d'une profonde crise politique, marquée par une prise de conscience générale des Mélanésiens de leur identité culturelle et par des revendications croissantes à une plus grande autonomie politique et économique. En 1977, pour la première fois apparaît le concept d'indépendance. Pour le Gouvernement français, il devient impératif de circonscrire cette crise politique. La visite de P. Dijoud (2) sur le Territoire en 1978 concrétise ce regain d'intérêt de l'Etat vis-à-vis des Mélanésiens ; il est proposé un "plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie". Une des préoccupations majeures de ce plan est la création d'emplois en zone rurale, afin, d'une part, d'endiguer la marginalisation croissante de la population mélanésienne, source de revendications politiques, et, d'autre part, de retenir une grande majorité de celle-ci dans les réserves et éviter ainsi l'exode rural vers Nouméa. Dans ce cadre, l'accent est mis sur le rattrapage des revenus. Le café étant la principale culture de rente des Mélanésiens, c'est tout naturellement sur cette culture que les pouvoirs publics vont orienter leurs efforts pour faire de la caféiculture le moteur du développement économique en zone rurale.

L'opération "café soleil" s'appuie sur les essais réalisés depuis 1966 par le Territoire de Nouvelle-Calédonie et l'Institut Français du Café et du Cacao visant à l'adoption en Nouvelle-Calédonie d'une nouvelle variété se développant en plein soleil (3), beaucoup plus productive que le café sous ombrage puisque les rendements moyens doivent atteindre 1500 kg à l'ha contre 300 à 400 kg pour le café sous ombrage (Kohler et Pillon, 1986). L'obtention de tels rendements passe par l'usage régulier d'engrais, de traitements phytosanitaires et d'un désherbage soigneux des parcelles. Il s'agit donc, toute proportion gardée, d'une "véritable révolution verte" qui est proposée à l'agriculteur mélanésien puisque la diffusion du nouveau matériel végétal, quatre à cinq fois plus productif que l'ancien, s'accompagne de l'adoption de nouvelles pratiques culturales qui nécessitent notamment l'utilisation d'intrants.

Dans une première phase du projet, il était prévu de planter 500 ha sur une période de dix ans. La venue du secrétaire d'Etat aux Territoires et Départements d'Outre Mer en Nouvelle-Calédonie donne une autre dimension à ce projet. L'objectif est désormais la plantation de 2000 hectares

de caféiers "soleil", à raison d'une moyenne de 3 ha par cultivateur. Les deux tiers des superficies nouvellement plantées doivent être situées sur la côte est de la Grande Terre calédonienne. Si le piquetage et la mise en terre des plans sont à la charge des cultivateurs, les pouvoirs publics assurent l'accès aux parcelles, leur sous-solage et leur labour, la fourniture du matériel végétal, le suivi technique des plantations et la formation des agriculteurs aux nouvelles pratiques culturales qu'exige le bon développement du "café soleil". A raison d'un rendement moyen de 1,5 tonnes par hectare, l'objectif est d'atteindre une production annuelle de 3000 tonnes au bout de quelques années ; la transformation des cerises de café se fera dans trois unités de transformation. Le coût total de cette opération est estimé à plus de deux milliards de francs CFP (11 millions de francs français). Pour l'agriculteur mélanésien, l'adoption de la culture intensive de "café soleil" doit se solder par un revenu de 50000 francs CFP par mois à condition de mettre en culture les 3 hectares pronés par l'Administration. Ces revenus, supérieurs au salaire minimum, sont sans commune mesure avec ce que lui procurait le café sous ombrage et apparaissent suffisamment incitatifs à l'Administration pour susciter l'adhésion de la communauté mélanésienne.

Forte de ces nouveaux objectifs, l'opération "café soleil" débute en 1979 ; elle s'est officiellement achevée le 31 décembre 1992, avec la disparition de l'ADRAF Développement, l'organisme territorial qui l'a gérée ces dernières années et dont elle constituait le projet principal.

2.3 Développement et poids de l'histoire

2.3.1. Un nouvel échec

Malgré quelques résultats spectaculaires obtenus lors des premières récoltes, qui virent un quadruplement des rendements chez quelques planteurs qui s'étaient investis dans la caféiculture intensive, cette opération de développement, dans laquelle tant d'espoirs et tant de fonds avaient été placés, se solde par un échec. Sur les 2000 hectares prévus, seuls un tiers ont été mis en culture. En 1988, pour ce qui est de la variété *robusta*, qui représente la grande majorité des surfaces plantées, 542 hectares avaient été défrichés ; sur cet ensemble 65% étaient travaillés et seulement 43% récoltés, pour une production de 107 tonnes de café vert (Anonyme, 1989 ; Agel Cabrit, s.d.). Au dernier recensement de l'agriculture, en 1991, il est apparu

qu'uniquement 355 hectares étaient cultivés en "café soleil", le café sous ombrage représentant toujours les deux tiers des superficies (Anonyme, 1993a) ; au total, 134,7 tonnes d'équivalent café vert ont été récoltées cette année-là sur l'ensemble du Territoire. A titre de comparaison, au lancement de l'opération "café soleil", la production de café s'élevait à 664 tonnes ; cinq ans plus tard, elle était réduite de moitié. Depuis, la situation s'est encore aggravée ; la campagne de récolte 1992 a été particulièrement catastrophique, seules 69,3 tonnes ont été collectées (Anonyme, 1993b) (4). On touche là le seuil minimal de viabilité de la caféiculture en Nouvelle-Calédonie ; que la production diminue encore dans les années à venir et on assistera au démantèlement de la filière. Malgré les sommes considérables engagées et l'encadrement technique dont bénéficiaient les producteurs, l'opération "café soleil" n'a donc pas réussi à enrayer le déclin de la caféiculture calédonienne. De 1983 à 1991, les superficies cultivées sont passées de 4000 à 1026 hectares (Anonyme, 1993b) et une large part d'entre elles ne sont plus récoltées. Sur les 2400 caféiculteurs recensés en 1991 (Anonyme, 1993a), seul un petit noyau de 150 producteurs environ assurent l'essentiel de la production. Même chez cette "élite" des caféiculteurs, les pratiques culturelles mises en œuvre sont loin de correspondre à l'image de l'agriculture rationnelle que prônait les pouvoirs publics au début de l'opération "café soleil" ; du moins ne paraissent-elles pas à l'abandon comme chez les autres caféiculteurs.

Ce concept d'abandon ne signifie pas que la plantation caféicole est totalement laissée en friche sans aucune intervention humaine, mais plutôt que les pratiques culturelles y sont minimales. Dans la réalité mélanésienne, la plantation existe toujours ; mais elle est désormais intégrée au système agricole traditionnel et est traitée au même titre que les cultures vivrières, pour lesquelles le calendrier agricole n'est pas uniforme. Il existe des temps forts, durant lesquels l'agriculteur s'active dans son jardin, et des périodes creuses, précédant notamment la récolte, durant lesquelles il cherche fréquemment à occuper un emploi rémunéré à temps partiel. Cette évolution de l'opération "café soleil", marquée par l'abandon apparent d'un grand nombre de parcelles, n'est certes pas conforme aux prévisions de l'Administration. Elle n'est cependant guère étonnante. Elle s'inscrit dans la logique de la société mélanésienne et ne fait que reproduire l'évolution qui avait touché le café sous ombrage après la Seconde Guerre mondiale (Pillon, 1987). Ainsi, avec une même constance, à une trentaine d'années d'intervalle, deux opérations de développement de la caféiculture, jugées essentielles par

les pouvoirs publics pour insérer les Mélanésiens dans l'économie marchande, sont-elles détournées de leurs objectifs, les plantations de café étant intégrées au schéma de fonctionnement des champs vivriers.

2.3.2. Les causes de l'échec

Les causes de l'échec de l'opération "café soleil" sont à rechercher dans une mauvaise adéquation des objectifs du développement aux contextes socio-économique et culturel du monde mélanésien.

Un des plus beaux exemples de cette méconnaissance des réalités locales de la part de l'Administration est d'avoir cru que le café était toujours perçu par les Mélanésiens comme une culture privilégiée, synonyme de revenus monétaires importants et de modernité. Quand débute l'opération "café soleil", la caféiculture mélanésienne était tombée en complet abandon selon les normes occidentales. Ce qui restait des anciennes plantations était assimilé à des champs de jachère ou au mieux entrainé dans le système vivrier traditionnel. Quand la période de la récolte arrivait, les caféiculteurs se contentaient de ramasser ce qu'il y avait. Deux raisons complémentaires expliquent ce manque d'attention des Mélanésiens à l'égard d'une culture de rente susceptible de dégager des revenus monétaires substantiels.

Il s'agit d'une part du grand âge des plantations ; la plupart des agriculteurs qui les ont mises en terre sont décédés et ce sont leurs enfants qui ont reçu la charge de la caféraie (5). Pour ces derniers, le café est un legs des parents et il serait inconvenant de modifier ces plantations pour recéper ou rajeunir les plants. Des plantations de café autrefois productives et rentables, qui étaient synonymes de modernité, se sont ainsi progressivement figées dans l'immobilisme du passé et ont été intégrées au terroir traditionnel.

L'autre raison tient à la généralisation de l'emploi salarié en milieu mélanésien, tant dans le secteur minier qu'à l'occasion d'emplois temporaires en ville. En comparaison, les revenus escomptés d'une caféiculture vieillissante sont tout à fait marginaux, ce qui a conduit de nombreux caféiculteurs à tenter leur chance dans la mine ou à la ville dans le début des années 1970. En 1979, lorsque débute l'opération "café soleil", un grand nombre de ces caféiculteurs-salariés sont de retour dans leur réserve. Ils ont pris goût à un niveau de vie élevé, bien supérieur à celui de la réserve et vivent plus leur retour en tribu comme une période transitoire, dans l'attente d'une nouvelle embauche à la mine "quand le nickel repartira", que comme

une reconversion véritable. Dans ce contexte, la participation de ces caféiculteurs à l'opération "café soleil" est perçue comme un emploi temporaire ne présentant aucun intérêt à long terme, dans l'attente d'un emploi rémunéré hors de la réserve. Aussi n'est-il guère étonnant qu'ils se soient peu investis dans cette nouvelle caféiculture, beaucoup plus contraignante en temps de travail que la caféiculture sous ombrage, et qui nécessitait un gros effort d'initiation et de maîtrise aux nouvelles pratiques culturales inhérentes à la culture de plein champ sans ombrage.

Le désherbage notamment est particulièrement contraignant. Afin de maîtriser le développement des plants adventices et d'apporter une fumure azotée aux caféiers sous la forme d'engrais verts, une légumineuse (*Pueraria Javanica*) est semée entre les rangs de café. Cette plante de couverture disparaît, faute de lumière, lorsque les caféiers deviennent adultes. En revanche, durant les trois à cinq années suivant la plantation, il est essentiel de contrôler le développement de cette plante, particulièrement volubile, qui risquerait d'étouffer les jeunes plants de caféiers. Un désherbage estimé à 80 heures (8 à 12 jours) par hectare et par mois durant les deux premières années, puis à 20 à 30 heures (3 à 5 jours) la troisième année, est ainsi demandé aux caféiculteurs. L'entretien d'une plantation de 3 hectares (taille prônée par l'Administration), constitue donc pour le caféiculteur un travail à temps complet durant les trois premières années d'activité, période par ailleurs improductive du point de vue des revenus puisque les premières récoltes n'apparaissent qu'au bout de trois ans. Rares sont les caféiculteurs qui acceptent cette contrainte. En tant que chef de famille, ils sont investis de nombreuses obligations coutumières, notamment l'entretien d'un jardin d'ignames, qu'ils ont du mal à assumer lorsqu'ils s'investissent dans la culture intensive du café.

La nouvelle caféiculture en milieu rural est ainsi considérée par la société mélanésienne des réserves comme un élément perturbateur de son organisation économique traditionnelle. Le projet apporte une logique sociale que les Mélanésiens ont des difficultés à intégrer à leur mode de vie. Les rapports sociaux qui structurent la société mélanésienne actuelle, sont en effet largement hérités de la période pré-coloniale. Ils reposent sur un système d'échange ou de services non marchands, bénéfique à l'ensemble de la communauté. Dans le cadre d'un jardin d'ignames, toute la famille consanguine prend part aux travaux jusqu'à la récolte, bien que ce jardin soit la propriété propre d'un membre du groupe. Une fois les besognes achevées, le groupe s'active à nouveau sur un jardin d'un autre membre. Cette opération

se répète jusqu'à la satisfaction entière du groupe. Aux yeux des promoteurs de l'opération "café soleil", le passage des Mélanésiens à la caféiculture intensive est antinomique des rapports traditionnels de production, fondés sur l'entraide. De nouveaux rapports de production doivent se mettre en place, en s'appuyant sur les notions de parcelle individuelle et de salariat. Ainsi, lorsqu'un caféiculteur ne dispose pas d'assez de temps de travail pour mener seul l'entretien de sa plantation de café et la récolte, il semble logique pour l'Administration qu'il engage des membres de sa famille comme main-d'œuvre dont il rémunérera les services sous la forme d'un salaire. Ce schéma est tout à fait contraire aux pratiques traditionnelles de l'utilisation de la terre. Il implique que les rapports sociaux entre le caféiculteur et sa famille ne reposent plus sur une notion d'entraide collective et de mise en commun des fruits du travail mais procèdent d'une nouvelle hiérarchie du travail, fondés sur les rapports monétaires, qui conduit le caféiculteur à s'approprier les revenus tirés de la vente de sa production et à les utiliser à des fins individuelles et non plus collectives.

Ces nouvelles pratiques sont trop étrangères à la société mélanésienne pour espérer qu'elle les adopte rapidement. Il n'est donc pas étonnant qu'une large partie des Mélanésiens qui se sont lancés dans l'opération "café soleil" l'ait détournée de ses objectifs. Au lieu d'assurer un travail intensif d'entretien des parcelles durant les trois années précédant la récolte, ce qui était perçu comme une perte de temps, ils ont préféré vaquer à leurs occupations habituelles et traiter les plantations comme des champs vivriers. Ils ont été encouragés dans ce sens par le fait que l'opération "café soleil" n'a jamais pu bénéficier du support foncier qui avait été prévu. L'Administration escomptait que nombre des parcelles de "café soleil" mises en place le seraient à la périphérie des réserves traditionnelles, dans le cadre des agrandissements de réserves favorisés par les pouvoirs publics. C'était omettre le poids considérable de la terre dans la société mélanésienne. Les agrandissements de réserve sont un acquis de la collectivité mélanésienne ; ils doivent donc profiter essentiellement à cette collectivité. Donner à un petit nombre d'individus ces terres nouvellement acquises pour qu'ils y développent une spéculation individuelle qui ne profite guère à la collectivité n'était pas admissible. Les plantations de "café soleil" se sont donc généralement mises en place sur les terres de réserve où elles n'ont jamais trouvé l'espace nécessaire à leur développement. Ainsi, au lieu des 3 ha que pronait l'Administration, les plantations n'ont jamais dépassé la superficie moyenne de 0,5 ha. Ce confinement du "café soleil" à l'espace des réserves

n'a fait que favoriser aux yeux des Mélanésiens son identification au café ombragé et son intégration au système vivrier traditionnel.

Conclusion

Comme l'illustre l'exemple de la caféiculture, la terre occupe une place centrale dans la société et la culture mélanésienne. Les relations "terre-culture-société" s'expriment dans un espace vécu : le territoire, qui en Nouvelle-Calédonie est assimilable à la réserve. Compte tenu de l'histoire coloniale, marquée par la spoliation foncière, la réserve est perçue par la population mélanésienne comme un espace refuge, une île, où la vie bat au rythme de la coutume, garante du genre de vie des temps anciens, précoloniaux. L'île "réserve" est entourée d'un espace à la fois répulsif et attractif, l'espace de modernité, rattaché à "l'économie monde" et qui vit au rythme de l'Administration. Les Mélanésiens qui désirent rentrer en modernité quittent leur réserve et intègrent le système marchand. Ce départ n'est jamais définitif. Les liens culturels et de sang sont à jamais tissés entre tout Mélanésien et son territoire. Lassé du monde occidental ou chassé par la perte d'un emploi, il y revient toujours, pour se ressourcer.

Au-delà des perturbations qu'occasionnent les stratégies individuelles et les conflits de personnes au sein de la société, telle est la tendance lourde qui anime le monde mélanésien depuis de nombreuses décennies. Les pouvoirs publics ont toujours voulu amarrer "cette île réserve" à la modernité. Les deux "opérations café" qui se sont succédées à 50 ans d'intervalle montrent la difficulté de l'entreprise et la résistance qu'oppose le monde mélanésien aux projets de développement conçus par l'Administration. Pour réussir, tout projet de développement devant se faire en réserve doit d'abord être accepté par la population mélanésienne. Il est donc nécessaire de concevoir ce projet en fonction des réalités socio-économiques et culturelles de cette population et d'en discuter longuement le bien-fondé et les modalités d'application avec les autorités coutumières et les personnes qui doivent en bénéficier.

La constitution de partis politiques kanak puis l'arrivée des Mélanésiens aux fonctions de décision avec la mise en place des régions puis des provinces constituent un ajout majeur à ce schéma. Désormais, dans le monde mélanésien, à la légitimité coutumière se surimpose une légitimité politique et une légitimité administrative. Les élus ont le pouvoir de générer, d'orienter et d'arbitrer des projets de développement destinés à leur

communauté. Le contenu des projets devrait en être modifié comme la perception que les populations ont du développement. De nouveaux rapports "terre-culture-développement" devraient donc voir le jour.

Références

- Agel, C., et Cabrit, A.-M., s.d. : *Evaluation de la troisième phase de l'Opération café en Nouvelle-Calédonie*. Mission effectuée du 26 février au 11 mars 1988. Caisse centrale de coopération économique, 37 p., plus annexes.
- Anonyme, 1989 : *La Filière café en Nouvelle-Calédonie*. Agence de développement rural et d'aménagement foncier (A.D.R.A.F.), B.D.P.A. - Scetagri, 95 p., plus annexes.
- Anonyme, 1993a : *Recensement général de l'agriculture en Nouvelle-Calédonie*, inventaire agricole communal. I.T.S.E.E., Nouméa, 86 p. + 16 p. d'annexes.
- Anonyme, 1993b : "La Filière café en 1991-1992", in *Les Années agricoles 1991 et 1992*. Direction de l'agriculture et de la forêt, Nouméa : 295-299.
- Bensa, A., et Rivierre, J.-C., - 1982 : *Les Chemins de l'alliance. L'organisation sociale et ses représentations en Nouvelle-Calédonie*. Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, 586 p.
- Bonnemaison, J., 1981 : *Voyage autour du territoire*. L'Espace géographique, n°4 : 249-262.
- Collectif, 1992 : *L'économie monde*, dossier. Sciences Humaines, n°14 : 12-31.
- Dollfus, O., 1990 : "Le Système Monde", in *Mondes Nouveaux*, Brunet, R. Ed., Géographie universelle, Hachette/Reclus : 274-550.
- Doumenge, J.P., 1974 : *Paysans mélanésiens en pays canala (Nouvelle-Calédonie)*. Bordeaux, CEGET (CNRS), 220 p.
- 1982 : *Du terroir à la ville, les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie*, CEGET (CNRS), Trav. et Doc. Géog. Trop., n°46 : 488 pp.
- Kohler, J.-M., et Pillon, P., 1986 : *Economie domestique et développement. L'opération café*. ORSTOM - Office culturel scientifique et technique canaque, Nouméa, 195 p.
- Pillon, P., 1987 : *Développement et enjeux sociaux en Nouvelle-Calédonie* :

l'opération café. ORSTOM, Centre de Nouméa, Rap. Scient. et techn., n°1, 44 p.

- Saussol, A., 1967: *Le Café en Nouvelle-Calédonie. Grandeur et vicissitude d'une colonisation*. Les cahiers d'Outre-mer, 22 : 275-305.
- 1979. *L'Héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Paris, Publication de la Société des Océanistes, n°40, 493 p.
- 1981 a. "Economie rurale : aspects historiques", in *Atlas de Nouvelle-Calédonie*, planche 21, Paris, O.R.S.T.O.M.
- 1991 : *Autour du concept d'insularité : l'identité insulaire dans une Grande Terre, le cas de la Nouvelle-Calédonie*. Territoires et Sociétés insulaires. Ministère de l'Environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, coll. : "Recherches scientifiques et techniques sur l'environnement", n°36 : 63-68.

Notes

- (1) Concernant les concepts d'économie monde et de système monde, le lecteur se reportera avec profit au dossier qui leur est consacré dans le n°14 de la revue *Sciences humaines* (Collectif, 1992), ainsi qu'à la seconde partie du premier tome de la Géographie Universelle (Dollfus, 1990).
- (2) Secrétaire d'Etat des Territoires et Départements d'outre-mer.
- (3) Cette technique a déjà largement été expérimentée en Afrique tropicale, notamment en Côte-d'Ivoire et en Centrafrique.
- (4) La campagne de récolte 1993 a été bien meilleure que la précédente et l'objectif de 100 tonnes que s'est fixé le GAPCE (Groupement agricole des producteurs de la Côte Est) qui torréfie et commercialise sous la marque "Hoia" l'essentiel du café calédonien devrait être tenu dans les prochaines années, d'autant que les cours du café sur le marché international redeviennent attractifs pour le producteur.
- (5) Caféraie : caféière sous ombrage de la côte est de Nouvelle-Calédonie.

Gestion globale et temps élargi : la culture des arbres fruitiers au Vanuatu

Annie Walter*

Résumé

La culture traditionnelle des arbres fruitiers au Vanuatu (fruit ou noix) n'est qu'une des composantes de la gestion globale du territoire. La mise en place et la préservation jusqu'à ce jour d'un stock végétal national, riche et diversifié, repose sur l'accumulation d'entreprises locales, génération après génération, et contribue à la sécurité alimentaire des populations rurales. Les facteurs historiques locaux prennent une grande importance dans les choix opérés.

Mots-clés

Arboriculture, cultivar, diversité, fruit, morphotype, noise, pression sélective, stock végétal, système de subsistance, variétale élargie.

Abstract

Traditional cultivation of fruit trees in Vanuatu (fruits and/or nuts) is simply one of the many components of global management of the land. The establishment and preservation to this day of a rich and varied national plant stock relies on the cumulative effect of local enterprise over the generations and ensures the nutritional survival of the rural population. Local historical factors have a significant bearing on choices made.

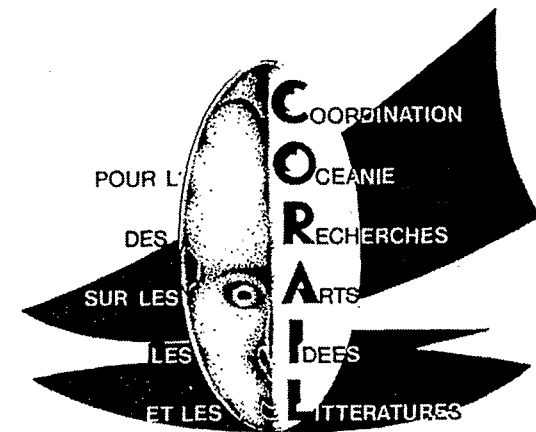
Key-words

Cultivar, enlarged varietal diversity, fruit, nut, physical form, plants-stock, selected pressure, self-subsistence food system, tree-forming.

* Médecin, anthropologue, chargé de recherches à l'ORSTOM, B.P. 76, Port-Vila, Vanuatu.

Coordination pour l'Océanie des Recherches
sur les Arts, les Idées et les Littératures

LA TERRE



Actes du sixième Colloque C.O.R.A.I.L.
Organisé à Nouméa les 27, 28 et 29 octobre 1993
par Bernard Capecchi
sous le patronage de l'Université Française du Pacifique

Responsable de publication : Bernard Capecchi

C.O.R.A.I.L.
B.P. 2448 Nouméa
1994

•
•
•
•

—